

1375, boul. St. Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7

Tel./Tél. : (613) 237-1590 Fax/Téléc. : (613) 237-5508 Toll free/Sans frais : (844) 237-1590

cupemail@cupe.ca/courriel@scfp.ca – cupe.ca/scfp.ca

## **RAPPORT DU PRÉSIDENT NATIONAL DE MARS 2025 À JUIN 2025**

---

Chères consœurs, chers confrères, chers amis,

Normalement, je commencerais mon rapport en soulignant les congrès de divisions auxquels j'ai eu l'immense privilège d'assister et où j'ai pu observer la démocratie de notre syndicat en action.

Mais permettez-moi de commencer plutôt par un sujet qui préoccupait tous nos membres dans ces congrès : la démocratie de notre pays.

Des milliers de membres du SCFP se sont mobilisés, partout au pays, pour protéger les services publics en empêchant le Parti conservateur de remporter les élections fédérales de ce printemps. Grâce à un grand nombre de nos membres, Pierre Poilievre n'est pas notre premier ministre.

Dans les jours qui ont suivi l'élection, les conservateurs ont répandu des mensonges à la Trump sur l'intégrité des élections. C'est presque comme si le Parti conservateur avait pris la menace de Trump de faire du Canada le 51<sup>e</sup> État américain comme un appel à l'action.

Les élections ont aussi porté un coup dur au NPD, le parti des travailleuses et des travailleurs que notre syndicat a contribué à fonder. Nous avons perdu des députées et députés exceptionnels, dont le chef du parti Jagmeet Singh et de nombreux défenseurs infatigables de la classe ouvrière.

Mark Carney, un initié de Bay Street, a remporté un gouvernement minoritaire par une marge infime dans ce qui pourrait bien avoir été l'élection la plus serrée de l'histoire du Canada. Les libéraux ont remporté une circonscription par une seule voix.

Soyons clairs : la base du SCFP est soulagée que le Parti conservateur ne soit pas à la tête du pays. Mais le nouveau premier ministre n'est pas non plus un ami des travailleuses et des travailleurs.

**MARK HANCOCK**

National President/Président national

**CANDACE RENNICK**

National Secretary-Treasurer/Secrétaire-trésorière nationale

**PATRICK GLOUTNEY, FRED HAHN, SHERRY HILLIER, GINA MCKAY, KAREN RANALLETTA**

General Vice-Presidents/Vice-présidences générales

Juste avant les élections, Mark Carney avait éliminé le ministère des Femmes et de l'Égalité des genres, ainsi que le ministère du Travail. Pour son deuxième cabinet, postélectoral, il a rétabli le premier, heureusement, mais pas le second, préférant nommer un Secrétaire d'État au Travail au lieu d'un ministre à part entière.

Autrement dit, il a relégué les travailleuses et travailleurs au second plan au sein de son cabinet. Pire encore, il a nommé à ce poste un ancien attaché politique devenu lobbyiste pour l'entreprise privée.

Dans l'un de ses premiers actes en tant que premier ministre, M. Carney a exprimé le souhait que le Canada se joigne au vaniteux projet de défense antimissile Golden Dome de Donald Trump, ce qui coûterait des milliards de dollars à notre société tout en enrichissant des oligarques milliardaires.

Le tout premier projet de loi qu'il a proposé fera reculer la protection des personnes réfugiées de plusieurs décennies. Il veut empêcher des milliers de personnes pouvant avoir besoin de la protection du statut de réfugié de la demander. Des personnes seront certainement expulsées vers un pays où elles seront persécutées.

Des centaines, voire des milliers, de membres du SCFP ont déjà été des réfugiés. Nombre d'entre eux sont actuellement demandeurs d'asile. Par exemple, les étudiantes et étudiants étrangers qui ne peuvent pas renouveler leur permis de travail et qui peuvent avoir peur de rentrer dans un pays où ils ne pourront pas exprimer librement leur identité sexuelle ou de genre pourraient être contraints de vivre sans statut.

Carney a fait adopter un autre projet de loi pour accélérer les mégaprojets, accordant des pouvoirs extraordinaires à un ministre pour contourner les lois adoptées démocratiquement par le Parlement, y compris les lois environnementales, bafouant les droits des Autochtones, le tout sous prétexte de résister à Trump.

Mes amis, qui a besoin du Parti conservateur avec des libéraux comme ceux-là ?

Ce que ces élections ont fait ressortir, c'est l'urgent besoin d'une réforme électorale. Notre système uninominal à un tour exclut les voix progressistes fortes tout en renforçant la position des partis soutenus par l'entreprise privée, ce qui nous force à choisir entre le pire et le légèrement moins pire.

Pourtant, le NPD, avec seulement 24 députées et députés, a accouché des soins dentaires dans la dernière législature. Il a aussi obtenu un régime universel d'assurance médicaments pour les médicaments essentiels. Il a réussi à faire adopter une loi anti-briseurs de grève dans un parlement minoritaire. Comme pour toutes les autres grandes politiques sociales qui définissent le peuple canadien (le système de santé public, la pension de retraite universelle, l'assurance-emploi), le NPD a fait des gains pour la classe ouvrière aux côtés des syndicats.

C'est pourquoi je suis soulagé, malgré tout, de voir revenir sept néo-démocrates au Parlement. Dans un gouvernement minoritaire, leurs voix seront cruciales, non seulement pour défendre les services publics et les droits des travailleuses et travailleurs, mais aussi pour demander des comptes aux libéraux.

Nous ne tarderons pas à retourner aux urnes, mes amis. Alors, reconstruisons le parti ouvrier du Canada, préparons-nous au prochain combat.

Élire des néo-démocrates, ce n'est pas qu'élire des politiciennes et des politiciens. C'est élire des travailleuses et des travailleurs, des syndicalistes, des citoyens et citoyennes qui accordent plus d'importance à l'individu qu'au profit.

Les défis qui nous attendent sont considérables. L'extrême droite gagne du terrain en convainquant les gens ordinaires de se méfier de leurs voisins immigrés ou transgenres au lieu de s'unir contre l'entreprise privée et les oligarques qui pillent nos communautés et rendent la vie inabordable.

L'influence de Trump ne s'arrête pas à la frontière américaine. Son programme donne du courage à nos propres politiciennes et politiciens de droite, qui adoptent la même stratégie : se revêtir du drapeau pour réduire les services publics, saper les droits des travailleurs et travailleuses et enrichir leurs alliés du monde des affaires.

Face à ces défis, le rôle de notre syndicat n'a jamais été aussi crucial. Nos choix et nos décisions d'aujourd'hui, en tant que travailleuses et travailleurs, syndicalistes, et mouvement, vont façonner l'avenir de nos lieux de travail, de nos communautés et des services sur lesquels la population compte au quotidien.

Nous sommes le syndicat le plus grand et le plus fort du Canada. Rejetons donc la politique de la peur et du désespoir.

Organisons-nous plutôt pour riposter.

N'oublions pas les paroles de mon ami Jack Layton : aimons, gardons espoir et restons optimistes. Et nous changerons le monde.

## **Congrès national**

Plus de 750 000 travailleuses et travailleurs canadiens ont fait du SCFP leur syndicat. On doit cette croissance remarquable au dévouement, à la solidarité et aux efforts inlassables de nos dirigeantes et dirigeants, de nos militantes et militants, ainsi que de notre personnel. On continue de choisir le SCFP parce que nous nous battons avec acharnement, que nous sommes solidaires et que nous obtenons des résultats concrets.

Au prochain congrès national, les personnes déléguées vont examiner des rapports, débattre de résolutions et d'amendements statutaires, écouter certains de nos meilleurs alliés et alliées, et élire les personnes qui guideront le SCFP vers l'avenir. Je me réjouis de vous retrouver à Toronto pour notre 32<sup>e</sup> congrès biennal.

## **Solidarité internationale**

Ce n'est pas d'hier que le SCFP condamne l'injustice et qu'il soutient les mouvements pour la justice dans le monde.

Comme vous, je suis avec horreur le génocide qui se déroule à Gaza. Plus de 50 000 personnes y ont été tuées depuis le 7 octobre 2023, dont des professionnelles et professionnels de la santé, ainsi que des travailleuses et travailleurs de l'aide internationale. Ce génocide a fait le plus grand nombre de victimes dans le personnel de l'ONU de toute l'histoire de l'organisation. Le SCFP continue de demander au gouvernement canadien de respecter son obligation, en vertu du droit international, d'employer tous les moyens raisonnables pour prévenir et punir le crime qu'est le génocide. Autrement dit, les auteurs de crimes de guerre doivent répondre de leurs actes et il faut imposer immédiatement un embargo sur les armes dans les deux sens.

Nous avons reçu une nouvelle dévastatrice : le meurtre de Walberto Quintero Medina en Colombie. Notre confrère Medina était un dirigeant du Sinaltrainal, le syndicat national des travailleuses et travailleurs de l'alimentation de la Colombie. J'ai rencontré la direction de Sinaltrainal sur le piquet de grève de Nestlé à Bugalagrande, l'année dernière. La mort du confrère Medina n'est pas un incident isolé. Une vingtaine de travailleuses et de travailleurs affiliés à Sinaltrainal ont été assassinés depuis sa fondation en 1982, dont treize qui travaillaient pour Nestlé. Le SCFP soutient les demandes de Sinaltrainal pour une enquête, pour que le gouvernement colombien protège les travailleuses et travailleurs et pour que la direction de Nestlé cesse de réprimer ses employé(e)s et leur syndicat.

## **Régime de retraite multi-secteur (RRMS)**

On m'a invité à participer à une réunion du Conseil des fiduciaires du RRMS afin de faire le point sur l'état du régime et de le comparer à d'autres régimes qui ont vu le jour ces dernières années, comme le régime DB+ de CAAT.

Le RRMS a été créé par le SCFP et le SEIU afin d'offrir une option à nos membres qui sont exclus des régimes de retraite traditionnels du secteur public. Nous avons discuté de la valeur du régime pour ses membres et de la nécessité d'une stratégie de croissance pour assurer la viabilité à long terme de celui-ci. Nous avons aussi parlé de l'importance d'obtenir une pension de retraite pour chaque membre du SCFP et de notre engagement à cet égard dans la dernière version de la politique de négociation.

## **Négociations collectives, grèves et lock-out**

Les membres du SCFP 2189 au YWCA de Toronto ont mené une campagne à multiples facettes pour faire pression sur l'employeur, ce qui a permis d'éviter une grève et d'obtenir des améliorations majeures à la grille salariale.

Dans ce cycle de négociations où l'abordabilité était la principale préoccupation des membres, la section locale a obtenu une augmentation forfaitaire de 1 460 \$ pour tous les échelons salariaux la première année, de 2 000 \$ la deuxième année et de 2 080 \$ la troisième année (ce qui donne des augmentations moyennes de 3 % à 4 %). En plus, elle a pu éliminer le premier échelon salarial, obtenir une prime à la signature de 1 000 \$ et améliorer le congé pour activités syndicales.

Le SCFP 3548, qui représente les cols bleus et les cols blancs de la Ville de Prévost, a ratifié une convention collective qui prévoit une grande amélioration à l'équilibre travail-famille : le passage à une semaine de travail de 36 heures sur quatre jours sans perte de salaire. Elle a aussi ramené le déneigement à l'interne, ce qui va créer huit postes permanents, en plus d'obtenir un programme mixte d'évaluation des emplois, des améliorations aux congés pour activités syndicales et l'accès au régime de retraite financé par les membres de la FTQ. Les augmentations de salaire sont de 5 % la première année, de 3 % la deuxième année, puis de 2 à 3 % les années 3 et 4 selon l'IPC.

Les membres du SCFP au Nouveau-Brunswick ont connu un autre fructueux cycle de négociations coordonnées. Après douze ans d'austérité salariale et la grève provinciale de 2021 (dont la réussite a encore des répercussions), presque toutes nos sections locales provinciales qui négocient avec le gouvernement ont ratifié des conventions collectives prévoyant une augmentation salariale uniforme de cinq dollars sur quatre ans et une prime de maintien en poste de 1 % à 3 % selon le nombre d'années de service. L'augmentation salariale moyenne est de 24 %, mais, pour nos membres les moins bien rémunérés, elle peut représenter jusqu'à 55 % sur quatre ans. Félicitations à nos membres, à nos leaders et à notre personnel pour ces victoires historiques. Le SCFP ne se contente pas de faire tomber les mandats salariaux gouvernementaux; grâce à sa politique nationale de négociation collective, il les fixe.

| PROVINCE | SECTION LOCALE | EMPLOYEUR                    | NOMBRE DE MEMBRES | DÉBUT DE LA GRÈVE           | DURÉE        |
|----------|----------------|------------------------------|-------------------|-----------------------------|--------------|
| Québec   | SCFP 2867      | Ville de Rivière-Rouge       | 47                | 4 décembre 2024<br>(1 jour) | En cours     |
| Québec   | SCFP 4545      | Ville de Laval               | 830               | 6-12 mars 2025<br>(6 jours) | En cours     |
| Ontario  | SCFP 2073      | Services canadiens de l'ouïe | 197               | 28 avril 2025               | En cours     |
| Ontario  | SCFP 1750      | CSPAAT                       | 3617              | 22 mai 2025                 | En cours     |
| Ontario  | SCFP 5525      | Villa Colombo                | 25                | 28 mai 2025                 | En cours     |
| Ontario  | SCFP 1656      | Région de Waterloo           | 220               | 3 mars 2025                 | 28 mars 2025 |

### **SCFP 2867**

Le 4 décembre, face à l'impasse dans les négociations, une cinquantaine de membres du SCFP 2867, les cols blancs et cols bleus de la Ville de Rivière-Rouge, ont déclenché une grève d'une journée. Celle-ci a été suivie d'une grève du zèle qui inclut le refus des heures supplémentaires jusqu'à la conclusion d'une entente accordant la parité salariale avec les municipalités voisines.

### **SCFP 4545**

Les cols bleus de la Ville de Laval ont réussi à faire tomber des concessions concernant les horaires, mais l'employeur s'accroche toujours à celles touchant aux heures supplémentaires. Outre le refus des concessions, la section locale vise à obtenir des augmentations de salaire qui tiennent compte de l'augmentation du coût de la vie.

### **SCFP 2073**

Nos membres chez Services canadiens de l'ouïe fournissent des services aux personnes sourdes, malentendantes et sourdes-aveugles. Leur employeur a refusé de s'engager dans une véritable forme de négociation, ce qui les a contraints à débrayer. L'employeur est arrivé à la première séance de négociation avec une offre finale et a refusé d'examiner les propositions du syndicat. Depuis, et après plusieurs semaines de grève, il s'obstine à refuser tous pourparlers sérieux.

### **SCFP 1750**

Le 22 mai, nos membres du SCFP 1750, qui représente le personnel de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail de l'Ontario (CSPAAT), ont débrayé parce que l'employeur a demandé qu'on saute l'étape de la conciliation. Celui-ci refuse de retirer ses nombreuses demandes de concessions. En fait, il reste beaucoup plus de propositions patronales sur la table que de propositions syndicales.

### **SCFP 5525**

Les préposées et préposés aux services de soutien à la personne œuvrant chez Villa Colombo Homes for the Aged, membres du SCFP 5525, font la grève pour obtenir leur première convention collective. Les concessions réclamées par l'employeur ramèneraient leur salaire en deçà de ce qu'il était avant la syndicalisation.

### **SCFP 1656 – Municipalité régionale de Waterloo**

Après 25 jours de piquetage, les cols bleus de la Municipalité régionale de Waterloo, membres du SCFP 1656, ont ratifié une entente de principe prévoyant une augmentation forfaitaire d'un dollar, suivie d'une augmentation de 3,5 % la première année et de 3 % les deux années suivantes, en plus d'autres améliorations salariales.

## **Mises à jour régionales**

### **Atlantique**

#### **Terre-Neuve-et-Labrador**

Début mai, j'ai traversé notre vaste pays pour me joindre aux personnes déléguées au 51<sup>e</sup> congrès annuel du SCFP-Terre-Neuve-et-Labrador, à Grand Falls-Windsor. Du 5 au 7 mai, dirigeantes, dirigeants et membres de la base et du personnel se sont réunis pour discuter de lutte contre la privatisation, de l'élan de notre action politique et de la protection des travailleuses et travailleurs de la région.

Je félicite Sherry Hillier pour sa réélection à la présidence de la division, ainsi que les membres de l'exécutif, les syndic et les membres des comités qui ont brigué les suffrages et qui ont gagné la confiance de la base. Votre implication dans notre famille syndicale mérite des remerciements.

Je suis particulièrement fier de l'intensité dont nos militantes et militants terre-neuviens ont fait preuve dans la campagne électorale fédérale. On a assisté à une incroyable démonstration de dévouement à faire connaître les enjeux de cette élection, à promouvoir l'éducation politique, à faire du porte-à-porte pour les candidates et candidats progressistes, et enfin à « faire sortir le vote ».

Mike Tobin a récemment annoncé qu'il quitterait son poste de vice-président régional (VPR) représentant Terre-Neuve-et-Labrador. Nous le remercions sincèrement pour son apport au Conseil exécutif national (CEN) et nous lui adressons nos meilleurs vœux pour ses projets.

À cet égard, nous souhaitons la bienvenue à Stacey Lucas, nouvelle VPR représentant la région au CEN, et nous nous réjouissons de travailler avec elle.

#### **Nouvelle-Écosse**

Le 25 mai, à Membertou, le SCFP Nouvelle-Écosse donnait le coup d'envoi de son 61<sup>e</sup> congrès annuel. Des membres de toute la province se sont réunis pour quatre jours de solidarité, de débats et de décisions. Au fil de discussions réfléchies et respectueuses, les membres ont fixé des priorités qui vont protéger et renforcer les bons emplois syndiqués, pour aujourd'hui et pour les générations futures, tout en défendant les services publics vitaux dont dépend la population néo-écossaise. Il s'agissait du dernier congrès de division de Nan McFadgen, qui a quitté la présidence pour profiter d'une retraite bien méritée. Les personnes déléguées n'avaient que des éloges à l'égard de tout ce qu'elle a accompli pour renforcer l'image et le leadership de la division dans la sphère publique. Je remercie Nan pour son militantisme de longue date, son dévouement et sa voix forte au niveau national.

Alan Linkletter a été élu pour lui succéder. Il est prêt à chausser les grands souliers que Nan lui a laissés. Je le félicite, ainsi que tous les membres de l'exécutif, syndic et membres des comités élus et réélus. Merci de nourrir notre démocratie syndicale en briguant les suffrages.

Tearmann House, un refuge pour femmes en Nouvelle-Écosse, fait l'objet de vives critiques de la part de son personnel de première ligne après avoir refusé de boucler une convention collective sur les bases d'un seul point : l'accès du personnel au conseil d'administration. Malgré des négociations fructueuses sur les questions salariales, l'employeur tient mordicus à supprimer la clause qui autorise le personnel à être représenté au conseil d'administration. Cette mesure est perçue comme une tentative directe de priver le personnel de sa voix dans la gouvernance de l'établissement, notamment dans les décisions qui affectent le lieu de travail et, par extension, la qualité des soins prodigués aux femmes et aux enfants vulnérables qui composent sa clientèle.

La réticence de l'employeur à renoncer à cette concession laisse entrevoir une inquiétante concentration du pouvoir décisionnel vers le haut, ainsi qu'une diminution de la transparence. Les membres du SCFP 4459 ont voté massivement en faveur de la grève. Ils et elles soutiennent que leur participation au conseil d'administration joue un rôle crucial, depuis des décennies, dans le plaidoyer et la reddition de comptes de l'établissement. La position de Tearmann House suggère un mépris pour les idées et l'expérience du personnel de première ligne, ainsi qu'une soif de prioriser le pouvoir administratif plutôt que la prise de décision collaborative. Le fait que l'employeur soit prêt à risquer une grève ou un lock-out pour ce seul enjeu donne une piètre image de sa direction et soulève des questions quant à son engagement envers les valeurs qu'il prétend défendre.

Les membres du Conseil des syndicats des conseils scolaires du SCFP Nouvelle-Écosse en ont assez du retard qu'accumule le gouvernement Houston dans la mise en œuvre du Code de conduite des élèves. Ce dernier est attendu depuis longtemps, la violence dans les écoles grimpe en flèche. La ministre de l'Éducation doit cesser sa course aux excuses et respecter son engagement envers les travailleuses et travailleurs. Ceux-ci ont droit à un milieu de travail sûr et respectueux. Ça suffit, les reports et les promesses rompues.

## **Maritimes**

### **Nouveau-Brunswick**

Nos membres au Nouveau-Brunswick ont bénéficié d'augmentations salariales historiques cette année. En incluant les augmentations forfaitaires, quelques membres verront leur salaire augmenter de 34 % dans certains secteurs. Ce n'est pas un hasard, mes amis, c'est le résultat du travail acharné de notre personnel et de notre base. Ceux-ci ont utilisé la politique nationale de négociation pour renforcer la solidarité et mettre à profit le pouvoir ouvrier. Félicitations à notre personnel et à nos membres pour ces gains historiques.



Près de 300 personnes déléguées et invitées se sont réunies à Fredericton, du 9 au 12 avril, à l'occasion du 62<sup>e</sup> congrès annuel de la région. Nos membres ont fixé des priorités qui protègent les emplois syndiqués et les services publics en plus d'améliorer le sort des Néo-Brunswickois et Néo-Brunswickoises.

Les personnes déléguées ont élu Iris Lloyd à la présidence de cette division comptant 27 000 membres. Ancienne concierge d'école du district scolaire anglophone du Sud et présidente du SCFP 1253 depuis six ans, Iris possède une solide expérience de la première ligne et est habitée d'une passion pour notre mouvement. Je la félicite pour son élection.

Permettez-moi aussi de remercier sincèrement son prédécesseur, Stephen Drost, qui avait annoncé, en début d'année, qu'il ne briguerait pas un troisième mandat. Son leadership, en particulier pendant la grève historique de 2021, laisse aux Maritimes un héritage qui se répercutera longtemps.

Les personnes déléguées ont également rendu hommage à Daniel Légère et à son héritage. Danny était un ami très cher et un défenseur acharné des travailleuses et travailleurs du Nouveau-Brunswick et de tout le pays. Ancien président du SCFP-Nouveau-Brunswick, Danny était, à son décès, président de la Fédération des travailleurs et travailleuses du Nouveau-Brunswick. J'adresse mes plus sincères condoléances à sa famille et à nos consœurs, confrères, et amis du SCFP-Nouveau-Brunswick pour cette immense perte.

Le nouveau gouvernement libéral du Nouveau-Brunswick a tenu sa promesse d'abroger la loi 17 qui forçait la conversion des régimes de retraite à prestations déterminées de nos membres au modèle à « risques partagés » sans passer par la négociation.

Par contre, il a contraint les districts scolaires à équilibrer leur budget sur le dos de nos membres, ce qui a conduit au licenciement de personnel des bibliothèques scolaires. Il a aussi relancé le projet de privatisation d'Énergie NB, en réponse aux préoccupations concernant l'endettement de la société d'État, tout en maintenant les subventions et les accords d'électricité à tarif préférentiel à l'industrie des pâtes et papiers, ce qui coûte à Énergie NB plus de cent millions de dollars. Le syndicat national va épauler les membres du SCFP dans leur lutte contre ces politiques régressives à chaque étape du processus.

## **Île-du-Prince-Édouard**

Avec son budget du printemps, le gouvernement du premier ministre intérimaire Rob Lantz est passé à côté d'une occasion cruciale. Malgré un déficit record de 183,9 millions de dollars, ce budget, de l'avis du SCFP, laisse tomber la population, puisqu'on n'y trouve pas les investissements dans les services publics et les infrastructures requis de toute urgence.

À un moment où l'incertitude économique est source d'anxiété pour bien des familles, le SCFP est déçu (mais pas surpris) que le gouvernement conservateur provincial ne protège pas les programmes publics dont dépend la population de l'île.

Le gouvernement se targue d'investir plus d'un milliard de dollars, mais ce chiffre comprend une baisse de l'impôt sur les sociétés et des millions en fonds publics détournés vers des consultants privés, des agences de placement et des soins de santé privés.

Le SCFP persistera à demander des comptes à ce gouvernement, à s'opposer à la privatisation et à plaider pour le renforcement des services publics qui bénéficient à tout le monde, pas qu'aux mieux nantis.

Ce fut un grand plaisir de me joindre aux membres pour le congrès annuel du SCFP-Île-du-Prince-Édouard. J'ai eu l'honneur de m'adresser aux personnes déléguées à Charlottetown. J'ai été impressionné par le sérieux des débats et l'engagement dont on a fait preuve envers l'orientation du syndicat pour l'année à venir.

Je tiens à féliciter la consœur Ashley Clark, réélue présidente de la division. Sous sa gouverne dynamique, le SCFP-Î.-P.-É. a forgé de nouvelles alliances avec des organismes communautaires pour défendre la qualité et l'universalité des services publics.

Nos membres de l'île se mobilisent pour reconquérir le droit de grève, avec le soutien de la division et du personnel, afin de pouvoir obtenir des gains plus importants dans les années à venir. Le syndicat national les épaulera sans équivoque dans cette lutte. Avec un mouvement syndical fort, l'Île-du-Prince-Édouard aura de meilleurs services publics.

## **Québec**

Le SCFP-Québec a tenu son congrès biennal du 28 avril au 2 mai, sur le thème de la sauvegarde des services publics. Au-delà des nombreuses résolutions débattues par les personnes déléguées pour définir les orientations du Syndicat, des experts ont présenté des stratégies de lutte contre la sous-traitance, et discuté des bienfaits du filet social au Québec et au Canada, ainsi que des risques liés à son effritement. Au terme du congrès, le Président actuel du SCFP-Québec, Patrick Gloutney a été réélu et Fanny DeMontigny a été élue pour prendre la relève au poste de Secrétaire générale. Félicitations à tous les deux ainsi qu'à toutes les personnes élues pour représenter leur secteur au Bureau de direction !

C'est avec beaucoup d'amertume que les membres du SCFP ont accueilli les débardeurs du Port de Québec lors de leur retour au travail forcé après 987 jours de lock-out. Cette malheureuse histoire est derrière nous, mais servira de leçon : les interventions gouvernementales dans la négociation collective servent toujours les intérêts des employeurs, jamais ceux des personnes syndiquées. Ce lock-out était vraiment injustifié, mais l'utilisation de l'article 107 par le gouvernement pour mettre fin au conflit sans tenir compte des revendications syndicales était totalement inacceptable.

Pourtant, la solution était simple : appliquer la Loi anti-scabs dès maintenant, et ne pas attendre des mois pour mettre fin à l'iniquité vécue par les personnes travaillant sous juridiction fédérale. La loi anti-briseurs de grève entrera en vigueur le 20 juin prochain, soit trop tard pour les débardeurs de Québec.

Malgré une forte mobilisation contre l'adoption du projet de loi 69 sur l'avenir énergétique du Québec, le gouvernement de la CAQ a choisi d'ignorer un important aspect du caractère distinctif du Québec : l'importance des services publics d'électricité pour l'économie du Québec, son avenir, et son identité. Le projet de loi, qui ouvre grand la porte à la privatisation du joyau qu'est Hydro-Québec, a été adopté à toute vapeur grâce à la suspension des règles de procédure de l'Assemblée nationale par le parti au pouvoir. Les députés de Québec solidaire et du Parti québécois ont tenté d'empêcher ce fiasco, mais dans un grand déni de démocratie, le parti de droite au pouvoir a procédé à la plus grande brèche dans le modèle québécois, ignorant qu'on veule demeurer Maîtres chez nous.

Ce parti s'est ensuite moqué de la représentation syndicale en applaudissant ses militants qui souhaitent « remettre les syndicats à leur place ». Le SCFP est très prêt à leur démontrer où est sa place, soit derrière ses membres, en appui des travailleuses et travailleurs, contrairement au gouvernement parmi les plus arrogants du pays.

## **Ontario**

Le gouvernement conservateur de Doug Ford a porté un coup inquiétant à la démocratie municipale en annonçant un élargissement des « pouvoirs de maires forts », sous prétexte de réduire les formalités administratives et d'accélérer les projets de logement et d'infrastructure en Ontario. Le SCFP reconnaît l'urgent besoin d'ajouter du logement abordable et d'améliorer les infrastructures, mais ce n'est pas une excuse pour confier le pouvoir décisionnel à une seule personne. Le fait d'escamoter ainsi le conseil municipal sape le processus démocratique, menace la transparence et met à mal la reddition de comptes.

Ce type d'autorité incontrôlée constitue un dangereux précédent qui fait écho à l'érosion préoccupante des normes démocratiques chez nos voisins du sud. La concentration du pouvoir entre les mains des maires et mairesses, sans surveillance du conseil municipal, bâillonne les voix locales, en plus de mettre la main-d'œuvre en danger. En effet, les décisions concernant les services publics, la protection des emplois et les conditions de travail pourraient être prises à huis clos, sans examen public.

Le SCFP, fermement opposé à cette décision antidémocratique, exhorte le premier ministre Ford et son gouvernement conservateur à faire marche arrière. Le peuple mérite une gouvernance qui reflète sa volonté, sans accords conclus en coulisses par un seul individu.

Personne ne sera surpris de voir le premier ministre se traîner les pieds à nouveau, cette fois pour prolonger l'accord sur les services éducatifs à l'enfance à dix dollars par jour. Cette prolongation cruciale garantirait l'abordabilité de ces services jusqu'en 2031, ce qui permettrait à beaucoup de monde de souffler un peu : les familles qui s'en prévalent, les exploitants des centres de la petite enfance et le personnel de ceux-ci qui s'efforce de prodiguer des services de qualité. Une centaine d'organismes ont signé une lettre ouverte réclamant du premier ministre un engagement ferme en ce sens. La dernière chose dont les familles ont besoin, en cette période d'incertitude économique découlant des menaces tarifaires, c'est d'une pression financière supplémentaire de la part de nos gouvernements.

Cette lettre semble avoir touché sa cible, puisque, depuis, le ministre provincial de l'Éducation a écrit aux parents pour leur faire part de l'intention de son gouvernement de partager la facture des services éducatifs à l'enfance avec le fédéral.

Le programme de privatisation présenté dans le discours du Trône de ce printemps a eu l'heur de décourager les militantes et militants du Conseil des syndicats d'hôpitaux de l'Ontario (CSHO). On a pris connaissance, dans ce discours du 15 avril, de plans visant à transférer certaines chirurgies hospitalières aux cliniques chirurgicales privées, une fausse solution aux listes d'attente qui s'allongent. Le CSHO compte organiser, avec la Coalition ontarienne de la santé et ses alliés, des manifestations afin de faire pression sur les élu(e)s et de protéger notre système de santé public.

La privatisation des interventions hospitalières ne désengorge guère les listes d'attente. Même qu'elle aggrave souvent les inégalités, rendant certaines chirurgies quasi inaccessibles aux gens à revenu modeste. C'est ce que montrent les données. L'accès aux soins ne devrait jamais dépendre de la taille du chèque de paie. C'est pourquoi le SCFP s'est engagé à mener la charge pour le maintien du caractère public, équitable et accessible du système de santé.

Le discours du trône a été suivi du premier budget depuis les élections anticipées de cet hiver. Celui-ci était censé protéger l'Ontario des tarifs douaniers de Trump, mais on n'y trouve que des cadeaux aux employeurs et aux entreprises. Ce qu'on n'y trouve pas, ce sont des investissements concrets dans la santé, l'éducation, le logement et les autres services publics.

En parallèle, le gouvernement Ford a présenté le projet de loi 5, un texte incroyablement antidémocratique qui lui permet de créer des zones économiques spéciales où il pourra accélérer l'approbation des projets de ses amis promoteurs immobiliers sans se soucier de la réglementation et de l'approbation des communautés autochtones ou des instances municipales. Ce projet de loi a été adopté à toute vitesse avant l'ajournement des travaux pour l'été, malgré un tollé provincial et l'expulsion du député néo-démocrate Sol Mamakwa de l'Assemblée législative pour avoir dénoncé l'absence de consultation des communautés autochtones.

Fin mai, les membres du SCFP de tout l'Ontario se sont réunis à Toronto pour leur congrès annuel, au cours duquel on a fixé des objectifs ambitieux axés sur la défense des droits des travailleuses et travailleurs, la consolidation des services publics et la promotion de l'équité. Leur solidarité est plus importante que jamais en cette ère de volatilité politique et économique. Les terribles tarifs douaniers de Donald Trump plongent de nombreux secteurs dans l'instabilité, ce qui entraîne des pertes d'emplois et fait trembler de nombreuses familles de travailleurs et de travailleuses. Devant ces défis, nos membres restent forts. Ils et elles s'organisent, se mobilisent et se battent pour de bons emplois et un plus bel avenir pour tout le monde.

## **Manitoba**

Le SCFP est satisfait du budget provincial de 2025. Nous avons félicité le gouvernement néo-démocrate pour ses investissements significatifs dans les services publics et pour son soutien au personnel de première ligne. Grâce à ce gouvernement progressiste, la santé obtient du financement supplémentaire, notamment pour l'embauche de personnel, la modernisation des installations et la formation en matière de sécurité. Ces investissements constituent un progrès essentiel à la résolution de la crise du personnel dans ce secteur. Ce budget contient aussi des engagements envers les services éducatifs à l'enfance publics et la protection des droits génésiques, ce qui contraste fortement avec la tendance aux États-Unis.

Le SCFP a applaudi les stratégies du gouvernement en matière d'infrastructure et d'approvisionnement, notamment le rejet des partenariats public-privé (PPP), la construction de onze écoles financées par l'État et l'aide offerte aux municipalités par l'entremise du Fonds de croissance municipale Un Manitoba. Du côté de la protection de la propriété publique, saluons la reprise des investissements dans Manitoba Hydro et le retour de Manitoba Hydro Telecom, des mesures qui vont créer de bons emplois syndiqués et qui pourraient bien faire baisser la facture d'Internet dans la province. Dans l'ensemble, le budget 2025 constitue un pas en avant dans la consolidation des services publics et la résilience économique à long terme.

Nos membres de la première ligne dans les foyers de soins personnels d'Extendicare dénoncent les ratés du système de paie, source de bien des soucis. Le système WorkDay, introduit au printemps 2023, est à l'origine d'erreurs de paie, de mauvais calculs d'avantages sociaux (jours de maladie, primes de quart, congés) et de confusion dans les listes d'ancienneté. Ces problèmes persistent, laissant beaucoup de gens sans savoir s'ils recevront le bon montant à temps, et ce, même si Extendicare est très profitable et distribue des millions de dollars en dividendes à ses actionnaires.

Le SCFP a déposé plus de 40 griefs dans les foyers Extendicare du Manitoba. Certains dossiers concernent une centaine de personnes qui n'ont pas reçu leur dû. Nous demandons instamment à Extendicare de corriger le système et de résoudre la situation. Ces travailleuses et travailleurs dévoués, inestimables, qui prodiguent des soins à une population vulnérable, ne devraient pas avoir à se battre pour toucher leur salaire. Extendicare, bien qu'elle soit au courant de ces problèmes systémiques, ne procède qu'au cas par cas, ce qui nourrit la frustration de nos membres.

Près de 150 personnes déléguées ont participé au congrès annuel de la division, à Brandon. Elles ont débattu de résolutions, en plus d'écouter plusieurs exposés sur une gamme de sujets, comme l'intelligence artificielle, les travailleuses et travailleurs migrants et le projet *Agir pour un milieu syndical plus sécuritaire*. On a eu droit à des panels sur la campagne de la robe rouge et l'art de négocier pour gagner, ce dernier réunissant des leaders de sections locales de la santé.

Glen Simard, ministre des Relations avec les municipalités et le Nord, a transmis les salutations du premier ministre Kinew, retenu par le dossier des incendies de forêt dans la province.

Les personnes déléguées ont été les premières à pouvoir admirer le logo et les sites web (division et recrutement) repensés du SCFP-Manitoba. On a aussi lancé un cahier d'activités pour enfants.

Mes félicitations à Gina McKay pour sa réélection à la présidence du SCFP-Manitoba et pour avoir défendu sans relâche nos membres et nos communautés au Manitoba.

### **Saskatchewan**

Les membres du SCFP 5428 ont exprimé leur frustration à la suite du refus de la Ville d'Esterhazy d'entendre leurs doléances lors d'une réunion du conseil municipal. La section locale avait écrit à la mairie pour demander la parole. Elle souhaitait faire part au conseil de préoccupations concernant le comportement de l'employeur pendant les négociations collectives en cours. La Ville a finalement refusé quelques heures à peine avant le début de la séance. Déçus par cette tentative de les bâillonner, nos membres se sont tout de même rendus à la réunion pour faire comprendre qu'ils et elles n'avaient pas l'intention d'abandonner la partie. Ces membres revendiquent le droit de participer aux activités axées sur la sécurité, ainsi que des augmentations salariales conséquentes, le tout sans concessions. Ils et elles ont finalement pu prendre la parole à une réunion subséquente du conseil municipal. Malheureusement, le maire a immédiatement déplacé la réunion à huis clos, privant la population de son droit d'entendre le débat.

Le SCFP 5430 a publié un rapport sur l'escalade de la crise que vivent les techniciennes, techniciens et technologues médicaux saskatchewanais, qui jouent un rôle essentiel dans le diagnostic et le traitement des patientes et patients. On y fait état d'une grave pénurie de personnel et d'une augmentation vertigineuse de la charge de travail qui mettent les soins en danger. Le document souligne que l'écrasante demande pousse ces membres à l'épuisement professionnel. Malgré l'urgence de la situation, l'employeur ne fait rien pour résoudre les problèmes systémiques que sont le manque de ressources et une charge de travail déraisonnable. Malgré leur dévouement, les travailleuses et travailleurs n'arrivent pas à compenser le manque de personnel, ce qui entraîne des retards dans les analyses et, du même coup, compromet la qualité des soins.

La situation n'a fait qu'empirer depuis la précédente édition de ce rapport, en 2017. La grande majorité des répondantes et répondants font état d'une augmentation de la charge de travail et d'une baisse du moral. De nombreuses personnes ont mentionné, comme facteurs de stress, les postes non pourvus et le travail en effectif réduit. Certaines vont jusqu'à sauter leurs pauses et faire des heures supplémentaires non rémunérées pour suivre le rythme. L'inaction de l'employeur a entraîné une baisse significative de la qualité des services. Selon de nombreux répondants et répondantes, la santé et la sécurité des patients et patientes s'en ressentent. Le syndicat réclame une intervention urgente pour assurer une dotation en personnel sécuritaire, diminuer la charge de travail et protéger à la fois le personnel et la clientèle.

Les employées et employés des bibliothèques de Saskatoon expriment de graves inquiétudes concernant leurs conditions de travail de plus en plus dangereuses, notamment les agressions, les crachats et la multiplication des surdoses nécessitant leur intervention. Le nombre de sans-abri à Saskatoon a presque triplé au cours des deux dernières années et on a dénombré plus de 300 surdoses en deux semaines. Le niveau de violence auquel le personnel de bibliothèque est confronté est inouï : individus armés, transactions de drogue et usagers attaqués sont devenus monnaie courante dans les établissements. Deux succursales ont été temporairement fermées à la suite d'un pic de violences et de surdoses, après quoi on a adopté de nouvelles mesures de sécurité visant à protéger le personnel et la clientèle. Nous sommes totalement solidaires des membres du SCFP 2669 qui militent pour obtenir des conditions de travail plus sûres.

## **Alberta**

Alors que les attaques se poursuivent contre les droits du travail et que la croissance salariale est la plus lente du pays, le besoin de solidarité n'a jamais été aussi grand en Alberta. Tant que Danielle Smith et son UCP restent à la barre, les efforts collectifs demeurent essentiels pour résister à ce gouvernement oppressif et antisyndical. Le SCFP a fièrement rejoint plus d'une vingtaine de syndicats dans un Pacte de solidarité du Front commun. Nous, syndicalistes, savons que notre force réside dans l'unité, et nous sommes fiers de voir nos membres se tenir aux côtés de leurs collègues pour améliorer le sort de tous les travailleurs et travailleuses de la région.

J'ai été fier de m'adresser à nos membres au congrès annuel du SCFP-Alberta, qui s'est tenu du 19 au 21 mars. On y a eu droit à de puissants dialogues, des panels éclairants et des séances de planification stratégique, le tout axé sur la promotion des droits du travail face à un gouvernement conservateur antisyndical. Félicitations à Raj Uppal pour son élection à la présidence du SCFP-Alberta.

Aussi, je tiens à remercier chaleureusement Rory Gill pour son travail et son dévouement envers les membres du SCFP dans toute la région pendant son mandat. Il laisse un héritage durable de leadership et de solidarité.

Je suis heureux de rapporter que le chef du NPD de l'Alberta, Naheed Nenshi, s'est adressé aux membres du congrès du SCFP-Alberta. Il a invité nos membres à participer au congrès de son parti, qui a eu lieu au début du mois de mai. Le NPD de l'Alberta défend vaillamment les travailleuses et les travailleurs contre un gouvernement qui priorise la privatisation et le profit.

Fin mars, le dernier des neuf groupes de grévistes de l'éducation a ratifié son contrat, mettant ainsi fin à la plus grande grève de l'histoire de cette région du SCFP. Non seulement ces membres connaissaient leur valeur et le caractère essentiel de leur emploi pour les élèves albertains, mais ils sont restés inébranlables, ce qui leur a valu des gains qui auront une incidence tout de suite, mais aussi pour les prochaines générations de travailleuses et de travailleurs. Parmi ceux-ci, mentionnons des améliorations aux salaires, à l'assurance maladie complémentaire, à la sécurité d'emploi et aux congés.

Nos membres du secteur de l'éducation ont reçu le Prix de solidarité du 1<sup>er</sup> mai lors du congrès de la Fédération du travail de l'Alberta, un hommage à leur détermination inébranlable pendant cette grève historique. Je suis incroyablement fier de nos membres qui ont tenu bon face à l'adversité.

### **Colombie-Britannique**

Le 26 avril, un attentat insensé a tué onze personnes qui célébraient la culture et la résistance philippines au festival Lapu Lapu de Vancouver. Merci aux opératrices et opérateurs du 911, avec les travailleuses et travailleurs en santé et services municipaux du SCFP 8911, et aux paramédics de BC Ambulance, membres du SCFP 873, pour leur intervention remarquable qui a permis d'éviter que le bilan ne s'alourdisse. On ne devrait jamais rencontrer ce genre de tragédie dans le cadre de son travail, mais je tiens à souligner l'engagement de nos membres à soutenir la collectivité, peu importe l'horreur des circonstances.

Le budget annoncé par le NPD de la Colombie-Britannique, début mars, met de l'avant des investissements essentiels dans les infrastructures, l'éducation, la santé, l'enseignement supérieur et les transports. Ceux-ci vont assurer la fiabilité et la stabilité des services publics pour les années à venir.

Nous espérons un élargissement des mesures d'abordabilité s'adressant aux familles, aux travailleuses et aux travailleurs, comme dans les budgets précédents, mais cette fois le gouvernement s'est tourné vers des investissements à long terme visant à relever les défis économiques d'aujourd'hui.

Il est plus urgent que jamais de renforcer l'éducation publique et les services de base. Et la robustesse du système passe par l'amélioration des services de garde éducatifs parascolaires, notamment en réglant les problèmes de pénurie de personnel.



Nous avons aussi besoin de mesures pour rétablir le financement de base des établissements d'enseignement postsecondaire, afin de rendre la filière publique résiliente et adaptable aux besoins de la population britanno-colombienne en cette période charnière.

Les pompières et pompiers volontaires de Gabriola (le Gabriola Volunteer Fire Department ou GVFD) ont rejoint la grande famille du SCFP. Ce groupe d'intervention d'urgence a été intégré au SCFP 606, dans les îles Gulf de la Colombie-Britannique. Je leur souhaite du succès dans la négociation de leur première convention collective, une étape importante vers l'obtention d'un salaire et de conditions de travail équitables, sans oublier des mesures de santé-sécurité à la hauteur de l'importance de leur travail pour la collectivité.

C'est toujours un plaisir de passer du temps avec les membres du SCFP dans ma province d'origine. Au congrès annuel du SCFP-C.-B., du 30 avril au 3 mai, j'ai remarqué plusieurs nouveaux visages parmi ceux qui me sont familiers. Les personnes déléguées ont débattu sainement de questions cruciales qui vont orienter les travaux de l'année, alors que nous vivons une période sans précédent. On a eu droit à de captivantes conférences, dont la conférence d'ouverture du premier ministre David Eby. Celui-ci a affirmé qu'une économie forte doit reposer sur de solides services publics assurés par du personnel syndiqué. C'est exactement ce que nous aimerions entendre de la part de ses homologues provinciaux et fédéraux.

Je tiens à féliciter Karen Ranalletta pour sa réélection pour un troisième mandat à la présidence de la division, ainsi que Tony Rebelo, élu pour un premier mandat complet en tant que secrétaire-trésorier, sans oublier toutes les autres personnes qui siégeront à l'exécutif. Merci à tous ceux et celles qui ont brigué les suffrages pour leur implication.

### **Syndicat des employés d'hôpitaux (SEH)**

Alors que le système de santé d'autres provinces s'effondre, c'est rassurant de voir ce qui se passe dans les régions où un gouvernement progressiste investit dans les services publics dont dépend la population. Nous entendons les histoires d'horreur, les constantes menaces de privatisation, que vivent les régions dirigées par un parti de droite. Le SEH s'est réjoui de trouver, dans le budget 2025 néo-démocrate, une enveloppe de 15,5 milliards de dollars destinée aux infrastructures critiques du secteur de la santé, malgré l'incertitude économique que l'on doit à Donald Trump.

La division de service représente 60 000 travailleuses et travailleurs de la santé en Colombie-Britannique. Bien qu'aucune relation syndicale-patronale ne soit tout à fait rose, le SEH s'engage à travailler avec le gouvernement pour résoudre les difficultés de recrutement et de rétention afin d'attirer des recrues dans le secteur et de régler le problème de charge de travail qu'entraîne la pénurie de personnel.

Grâce à son expérience avec le gouvernement néo-démocrate provincial, le SEH est en mesure de comprendre que l'action politique est cruciale à l'amélioration du sort de ses membres au travail et dans la société.

C'est pourquoi, au cours de la dernière campagne électorale fédérale, les membres du SEH ont été très actifs sur le terrain et les réseaux sociaux. Parce qu'ils et elles œuvrent sur la première ligne de la santé, nos membres sont les mieux placés pour prévenir l'électorat contre la menace que représenterait un gouvernement conservateur pour le système de santé public.

### **Division du transport aérien**

Notre Division du transport aérien a profité de la campagne électorale fédérale pour rallier des appuis en vue de la réintroduction du projet de loi C-415 à la reprise des travaux parlementaires. Celui-ci, initialement présenté par la députée néo-démocrate Bonita Zarrillo, interdirait le travail non rémunéré des agentes et agents de bord. C'est sans surprise que le NPD s'est rapidement engagé à le faire. Le chef conservateur Pierre Poilievre est resté silencieux sur la question. Le bureau de Mark Carney, quant à lui, a accusé réception de la lettre de la division tout en refusant de se commettre.

Plus de 15 000 agentes et agents de bord membres du SCFP négocient ou sont sur le point de commencer à le faire. Le syndicat national est prêt à leur apporter tout son soutien si on les pousse au débrayage. Il est temps que leur chèque de paie tienne compte de toutes leurs tâches essentielles à la sécurité du public et toutes leurs heures travaillées, point final.

### **Recrutement**

Pendant la période de référence du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin 2025, le SCFP a accueilli 1 288 nouveaux membres dans dix-huit unités de négociation, dont 518 dans les services d'urgence et de sécurité, 280 dans la santé et 559 dans l'éducation. Il y a actuellement 134 campagnes en cours qui, si elles aboutissent, nous vaudraient 52 150 nouveaux membres.

Notre région de l'Atlantique mène deux campagnes dans les services municipaux qui, si elles réussissent, nous apporteront 2 436 membres.

Dans les Maritimes, on compte dix campagnes en cours qui pourraient amener 1 079 membres au SCFP, dont 297 dans les services d'urgence et de sécurité.

Le Québec compte 22 campagnes en cours dans divers secteurs; elles pourraient nous valoir 11 074 membres.

La région de l'Ontario poursuit ses efforts d'organisation. Elle mène 23 campagnes dans divers secteurs, et celles-ci représentent un potentiel de 15 162 nouveaux membres, dont 6 983 dans la santé et 5 299 membres dans les services municipaux.

Le Manitoba mène dix-sept campagnes qui pourraient entraîner un gain de 2 348 membres, dont 1 556 dans le secteur de l'éducation.

La Saskatchewan mène seize campagnes dans divers secteurs. Celles-ci qui pourraient nous valoir 1 397 membres, dont 1 157 dans le secteur de l'éducation.

La région de l'Alberta a dix campagnes en cours qui totalisent un potentiel de 7 363 membres. Sept d'entre elles se déroulent dans le secteur de l'éducation, où le SCFP espère ajouter 7 207 membres à ses rangs.

En Colombie-Britannique, vingt campagnes battent leur plein dans divers secteurs, notamment la santé, l'éducation, les services sociaux, les services municipaux, les services d'urgence et de sécurité, et la culture, les loisirs et le divertissement. On parle d'un gain possible de 11 291 membres.

### **In Memoriam/Points personnels**

#### **Membres**

|                  |                                 |
|------------------|---------------------------------|
| Steve Migliarese | SCFP 374 – Colombie-Britannique |
| Scott Steele     | SCFP 2316 – Ontario             |
| Tracy Ford       | SCFP 2316 – Ontario             |
| Erin Bourke      | SCFP 3253 – Ontario             |
| Micheal Fortier  | SCFP 4705 – Ontario             |
| Daniel Légère    | Ancien vice-président général   |

En toute solidarité,

Le président national,



MARK HANCOCK

:sg/sec